

INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 148 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Septembre Octobre 2018

Rebondissement de la crise politique : remettre en cause le capitalisme !



EDITO Choisi pour tenter de résoudre la crise politique que traverse le pays depuis la fin du XX^{ème} siècle, Macron, après un an à l'Élysée, semble plutôt avoir jeté de l'huile sur le feu ! L'été caniculaire que nous avons vécu a en effet été très chaud pour la présidence jupitérienne !

Mais revenons à la crise politique : il s'agit d'une situation marquée par l'incapacité des représentants de la classe dominante à gouverner comme avant, et du refus, pour les classes dominées, d'être gouvernées comme avant. De plus, tous les repères politiques des différentes classes sociales, autres que la bourgeoisie monopoliste, se sont volatilisés au cours des 35 dernières années, rendant impossible tout consensus :

- la classe ouvrière a perdu son parti avec la capitulation de la direction du PCF (sans négliger l'impact de l'effondrement du camp socialiste, où là-bas aussi, les dirigeants ont trahi leur classe).

- l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes salariées, une partie de la petite bourgeoisie, ont perdu toute confiance dans la social-démocratie ; la politique de cette dernière a été marquée non seulement par le non-respect de son programme et de ses promesses (une constante depuis 1914...), mais aussi par le fait que c'est elle qui a lancé, pour la bourgeoisie monopoliste, l'offensive contre la classe ouvrière en s'attaquant aux acquis sociaux, aux services publics, au droit du travail, au secteur public, etc.

Cette social-démocratie est d'autre part le Cerbère de l'Union Européenne et ce, au moment où, timidement, la conscience se fait jour que l'U.E. est un obstacle à la satisfaction des besoins des masses. Aux yeux des masses, la social-démocratie n'est plus "réformiste"; elle fait la même politique que la droite, elle en est même l'avant-garde !

Enfin, les scandales de corruption touchant les hommes et les femmes de son appareil politique ont accentué la défiance des couches populaires traditionnellement favorables au réformisme.

De l'autre côté du spectre politique bourgeois, la masse de la petite et moyenne bourgeoisie, voire certains secteurs de la grande bourgeoisie et de l'oligarchie financière, sont tout aussi mécontents que « la droite de la gauche » fasse la même politique que « la gauche de la droite » ! Car en définitive, n'en déplaise aux sophistes, ils font la même casse sociale, avec seulement quelques différences à la marge ! C'est d'ailleurs la volonté de la bourgeoisie monopoliste et de l'oligarchie financière, au travers de l'UE où s'affairent tous ces Messieurs-Dames, pour la même cause : faire baisser le prix de la force de travail sociale, faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs (au-delà de la classe ouvrière) et créer les conditions pour faire croître les profits et assurer l'accumulation du capital.

C'est pourquoi on assiste à la montée de l'abstention (incluant les votes blancs et nuls), comme à celle de formes politiques nouvelles pour qu'un cadre politique restructuré offre aux différentes couches et classes sociales l'illusion d'être représentées : c'est la poussée relative de Marine Le Pen, du côté de l'extrême-droite, c'est celle de Mélenchon et de *La France Insoumise* (pas le Parti de Gauche en tant que tel), en direction de l'électorat de "gauche" (incluant le PCF, incapable d'une quelconque autonomie), et celle de Macron avec *La République en Marche*.

Nous avons, dans les colonnes d'*Intervention Communiste*, montré que Macron avait été l'homme de la bourgeoisie monopoliste depuis le début, elle qui a misé sur sa jeunesse (le « renouvellement » contre « l'ancien »), son idéologie enracinée dans la tradition de l'extrême-droite française (anti-

parlementarisme, culte du chef, élitisme, hostilité à la laïcité, « ni de droite ni de gauche ») et son programme politique ultra réactionnaire (Union Européenne, mise en cause sauvage de l'ensemble des acquis sociaux, réforme constitutionnelle au profit de l'exécutif, politique d'accroissement des fortunes, politique étrangère belliciste). Il y rajoutait le capitalisme vert et évidemment la condamnation intransigeante des corruptions politiques (encore un thème de l'extrême-droite si l'on ne remet pas en cause la source, à savoir le capitalisme).

Quatorze mois plus tard, s'il est clair que l'offensive anti-ouvrière a marqué des points (et on ne peut oublier que l'appel, par certains, à voter pour Macron au deuxième tour n'a pas contribué à éclaircir les consciences), l'exécutif est en difficulté, alors qu'il a une majorité parlementaire exceptionnelle et qu'il semble ne rien avoir de solide en face de lui. Sa chute de popularité est unique dans l'histoire de la V^{ème} République et le rejet de sa politique atteint des sommets : les cheminots ont reçu le soutien de l'opinion, la loi Travail n'a pas convaincu, les cadeaux aux fortunés et aux monopoles choquent d'autant plus qu'ils s'attaquent au niveau de vie des retraités, des bas salaires, et aux minima sociaux.

Mais la crise politique revient au premier plan, avec les scandales en passe de devenir plus nombreux que sous Sarkozy et Hollande, au point que l'on peut s'interroger s'ils ne sont pas des signes lancés par quelques fractions monopolistes mécontentes. Nous avons dénoncé ici-même les relations incestueuses entre les ministres et le monde familial "de leurs affaires" : la ministre de la Santé et l'industrie pharmaceutique, celle des Armées et l'industrie d'armement, Richard Ferrand et la prise illégale d'intérêt dans les affaires de son épouse, Nicolas Hulot et ses affaires "vertes"... Et brutalement, les choses

ont semblé s'emballer. Sur la corruption, d'abord avec Muriel Péraud placée sous le statut de "témoin assisté" pour avoir confié l'organisation d'une soirée mondaine à Las Vegas pour le ministre Macron (300 000 €) à l'agence Havas sans appel d'offre ; puis celle d'une campagne publicitaire sans appel d'offre toujours pour Havas, dont on apprend qu'elle était très amie avec le PDG. Ensuite éclate l'affaire Kholer, le secrétaire Général de l'Élysée, qui, à la direction des Chantiers de Saint Nazaire, votait pour attribuer des marchés à une société appartenant à sa... famille (ce qu'il avait déjà fait quand il était à la direction du Port du Havre). Puis l'affaire Nyssen, la reine de la culture marchande, qui ne déclarait pas les taxes fiscales pour travaux immobiliers et s'asseyait sur les permis de construire quand elle dirigeait Actes Sud.

Suite page suivante.

SOMMAIRE

P. 2 : Édito (suite) - Parcoursup : la sélection sociale en marche !

P. 3 : Des luttes qui gagnent - Chômage, les chiffres et la réalité

P. 4 : « La gauche » en France... - À propos de la coupe du monde de football

P. 5 : Venezuela : solidarité ! Gênes, le crime des profits ; Grèce : scandaleux discours de Tsipras

P. 6 : - Brésil : incendie du musée, la culture assassinée... - Palestine : déclaration des partis communistes et ouvriers

P. 7 et P.8 : Sur la révolution et la contre-révolution en Tchécoslovaquie.